



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 12ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 1288

Texte de la question

### DÉLOCALISATIONS, CROISSANCE ET ATTRACTIVITÉ

**M. le président.** La parole est à M. Jérôme Chartier, pour le groupe UMP.

**M. Jérôme Chartier.** Monsieur le Premier ministre, les derniers chiffres montrent que l'économie française a commencé à retrouver le chemin de la croissance. (*« Ah ! » sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*) Mais ce léger mieux, nous devons le consolider et faire en sorte qu'il profite à tous les Français. Or nos compatriotes s'inquiètent des délocalisations et des pertes d'emplois, donc de savoir-faire, qu'elles entraînent. Ils voient aussi les entreprises étrangères qui, parfois, rechignent à s'installer en France.

Les Français sont traumatisés par des cas douloureux de fermetures et de délocalisations : celles-ci représenteraient 10 % du montant des investissements français directs à l'étranger, soit près de 300 millions sur la période 1998-2002.

Nos compatriotes s'inquiètent aussi des délocalisations à venir : ils viennent d'apprendre, par exemple, qu'un grand groupe industriel semblait inciter ses sous-traitants à délocaliser, et que d'autres prendraient le même chemin. L'accélération de cette dynamique est devenue notoire et les Français sont conscients des risques qu'elle comporte.

Or chacun sait que la réponse à ces défis n'est pas dans le repli sur soi. Dans un environnement international plus dynamique, mais aussi plus concurrentiel, la France doit mieux valoriser ses atouts, particulièrement la formation des hommes et des femmes, son potentiel de recherche et d'innovation et la qualité de ses services publics.

Monsieur le Premier ministre, ma question est simple : vous avez formé un groupe de travail sur l'attractivité, auquel participe en particulier M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

Comment peut-on transformer ce début de reprise en croissance durable, et surtout faire en sorte que celle-ci profite à l'emploi de tous les Français ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

**M. le président.** La parole est à M. le Premier ministre. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

**M. Jean-Pierre Raffarin,** Premier ministre. Monsieur le député, vous avez raison : la croissance en France est supérieure à la croissance dans la zone euro. L'INSEE vient d'ailleurs de réévaluer à 0,5 % la croissance 2003. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*) Je suis obligé de donner les bonnes nouvelles, parce qu'on ne les entend pas toujours ! La croissance est donc meilleure que certains ne le pronostiquaient.

(*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Nous voulons accompagner durablement cet effort de croissance. Comment ?

Premièrement, le ministre d'Etat l'a dit, par la maîtrise de nos dépenses publiques et des déficits, car il n'y a pas de bonne croissance sans bonne gestion.

Deuxièmement, nous voulons accompagner l'activité, comme nous le faisons en battant actuellement les records de création d'entreprises. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*) Cela a l'air de déranger ! Mais la création d'entreprises, c'est la création d'emplois et c'est très important pour la France !

(*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur quelques bancs du groupe Union pour la démocratie française. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

M. Albert Facon. Mais les emplois diminuent !

**M. le Premier ministre.** Nous voulons accompagner l'activité, disais-je, en soutenant également la consommation. C'est pour cela que nous augmenterons à nouveau le SMIC au 1er juillet - contre l'avis de nos opposants, mais nous maintiendrons cet objectif pour que les plus modestes dans notre pays voient leur pouvoir d'achat renforcé et participent ainsi à la croissance.

Nous voulons aussi, comme vous le souhaitez, monsieur Chartier, développer l'attractivité par des logiques industrielles. J'ai en effet réuni vingt et un grands groupes industriels qui travaillent dans notre pays, qui créent des emplois : 30 000 emplois à eux seuls en 2003 !

**M. Jean-Paul Anciaux.** Mais les emplois, comme les délocalisations, ils s'en foutent, en face !

**M. le Premier ministre.** Ces groupes, nous l'avons vu, sont intéressés par le nouveau volontarisme dont fait preuve la France en matière de développement industriel.

**M. Jean-Paul Anciaux.** Très bien !

**M. le Premier ministre.** Quand on fait le choix du nucléaire avec l'EPR et ITER,...

**M. Yves Cochet.** Très mauvais choix !

**M. le Premier ministre.** ... quand on fait le choix de la santé avec Sanofi et Aventis,...

**M. Jean-Paul Anciaux.** Très bien !

**M. le Premier ministre.** ... quand on fait le choix de l'aéronautique avec EADS, quand on fait le choix du transport avec Alstom, on sent que la France a une ambition industrielle, et c'est ce dont nous voulons convaincre nos divers partenaires ! (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur quelques bancs du groupe Union pour la démocratie française. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

Nous poursuivrons dans cette voie avec une vraie stratégie économique et industrielle. Et je dois dire que ce n'est pas facile. (« Ah ! » *sur les bancs du groupe socialiste.*) Parce que l'image de la France a longtemps été cassée par nos prédécesseurs (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste. - Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*) qui ont fait croire à l'étranger que notre pays n'aimait pas le travail (*Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste*), que notre pays ne pouvait se définir que par les 35 heures (*Même mouvement*), que notre pays choisissait la logique des loisirs ! (*Exclamations prolongées et claquements de pupitres sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. Un peu de calme !

**M. le Premier ministre.** Je vous salue, mesdames et messieurs ! Mais c'est la réalité. Voyez ce qu'en disent tous les observateurs économiques ! La preuve, c'est qu'après les cinq ans de socialisme, la croissance s'est effondrée, et qu'après dix-huit mois de notre action elle est retrouvée ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Vives exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*) Je vous en prie ! Votre bilan ne vous autorise pas une telle arrogance ! (« *Raffarin, dehors ! Raffarin, démission !* » *sur les bancs du groupe socialiste.*)

Je vous le dis avec sincérité et conviction : notre pays, attaché à la cohésion sociale, attaché au lien social, doit pouvoir faire face aux défis...

**Plusieurs députés du groupe socialiste.** Au Sénat ! Au Sénat !

**M. le Premier ministre.** Quelle image de la démocratie ! Quelle médiocre image vous donnez avec votre esprit partisan ! *(Les députés du groupe socialiste continuent de scander : « Au Sénat ! »)* Merci de vous montrer tels que vous êtes : cela me réjouit de voir tant d'esprits sectaires alors que je parle des intérêts de la France ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur quelques bancs du groupe Union pour la démocratie française.)*

Nous avons des projets sociaux importants *(Rires et exclamations sur les bancs du groupe socialiste)* et un message : je vous demande avec gravité de bien réfléchir aux projets sociaux qu'attendent les personnes âgées comme les personnes dépendantes. Il faut des avancées sociales dans ce pays, mais elles ne seront possibles que grâce à des heures de travail supplémentaires, et non par l'impôt. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)* Je ne veux pas faire appel à l'impôt pour priver notre pays de la croissance.

**M. Albert Facon.** Il faut encore baisser les impôts ?

**M. le Premier ministre.** Je vous demande de faire le choix du progrès social, mais du progrès social financé par le travail.

**M. Jacques Desallangre.** Et vous supprimez des emplois !

**M. le Premier ministre.** C'est cela qui est aujourd'hui au coeur de l'attente des Français. *(Mmes et MM. les députés du groupe de l'Union pour un mouvement populaire se lèvent et applaudissent longuement. - Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Union pour la démocratie française. - Vives exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*

## Données clés

**Auteur :** [M. Jérôme Chartier](#)

**Circonscription :** Val-d'Oise (7<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1288

**Rubrique :** Politique économique

**Ministère interrogé :** Premier ministre

**Ministère attributaire :** Premier ministre

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 29 avril 2004

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 29 avril 2004